

Thème 1 : Les états financiers

A. Vous devez intervenir au sein d'un établissement scolaire pour sensibiliser les lycéens à la comptabilité. Dans cette perspective, vous vous proposez de présenter les principes ci-dessous. Sur chacun d'entre eux, vous indiquerez de manière précise mais synthétique de quoi il s'agit, quels en sont les enjeux et de quelle manière cela se traduit dans les états financiers. Vous donnerez un exemple d'écriture comptable ou de choix de représentation pour illustrer sa mise en œuvre pratique.

1. Le principe de prudence
2. Le principe de spécialisation des exercices
3. Le principe d'image fidèle
4. Le principe de permanence des méthodes
5. Le principe de prééminence de la substance économique sur la forme juridique
6. Le principe de continuité d'exploitation

A votre avis, la mise en œuvre de ces principes peut-elle se heurter à de possibles contradictions entre eux ? Que pensez vous de l'évolution récente du principe de prudence ?

B. Au cours de cette intervention, un élève vous demande comment il se fait que l'on retrouve le poste « Résultat » au bilan comme au compte de résultat. Vous expliquez le lien entre ces deux documents de manière synthétique mais précise.

C. Les états financiers permettent de rendre des comptes sur l'entreprise et son activité. A votre avis, quelles sont les limites de cet exercice de reddition, compte tenu des caractéristiques propres à la méthode comptable, mais également de celles des états financiers ?

Thème 2 : L'activité ordinaire

- A. Air France - KLM propose à ses porteurs de la carte Flying Blue d'acquérir des points, appelés « miles », à chaque achat de billet. A votre avis, quelles conséquences cette pratique peut-elle avoir sur les états financiers de la compagnie aérienne ?
- B. Air France et Iberia desservent toutes les deux Madrid sur des créneaux horaires comparables. Toutefois, le prix d'un billet Air France est de 250 euros, alors que le voyageur ne paye que 220 euros sur Iberia. Pour compenser cette différence, Air France met en place un programme de fidélité en donnant à chaque acheteur de billet un bon d'achat de 40 euros à valoir sur un déplacement futur. On estime que 70% des clients utiliseront ce chèque fidélité. Lors du premier jour de l'opération, 1 000 billets ont été vendus et autant de chèques de fidélité remis. Quel traitement comptable pourrait-on envisager pour ces billets ?
- C. Expliquez à quoi correspond le résultat global, et quels sont les enjeux de cette notion pour l'image que donne la société aux lecteurs des états financiers ? Donner un exemple permettant de comprendre cette notion. A votre avis, quelles difficultés cela peut-il poser aux dirigeants ?

Thème 3 : Les actifs non courants

A. Une entreprise acquiert un équipement pour un montant de 1 000 000 euros. Elle bénéficie d'un rabais de 4% et d'un escompte pour règlement comptant de 2%.

Elle engage également les dépenses suivantes :

- Location d'un camion pour transporter le nouvel équipement : 12 000 euros
- Honoraires de l'avocat spécialisé ayant rédigé le contrat : 5 000 euros
- Frais de manutention : 4 000 euros
- Salaire du chauffeur (salarié de l'entreprise) : 1 000 euros
- Construction d'un hangar pour abriter l'équipement : 40 000 euros
- Aménagement des connexions fluides d'alimentation : 13 000 euros
- Rédaction d'un manuel d'utilisation de l'équipement : 1 000 euros
- Surcoût des matières premières lors de la première période de production, en raison d'un mauvais réglage de l'équipement : 34 000 euros

B. Le bien est amorti selon la méthode Softy sur une durée de 6 ans. Présentez le tableau d'amortissement. A votre avis, quel avantage présente une telle méthode pour l'entreprise par rapport à un traitement en linéaire ?

C. Vous trouverez ci-dessous des extraits de documents financiers (bilan et compte de résultat) de deux entreprises. Sur la base de ces documents, essayez de déterminer à quels secteurs d'activités pourraient appartenir ces sociétés.

Société 1

(en millions d'euros)	Notes	31 décembre 2010
ACTIF		
Goodwill	Note 11	1 609,9
Immobilisations incorporelles	Note 12	76,0
Immobilisations corporelles	Note 13	396,4
Actifs financiers non courants	Note 14	230,5
Instruments financiers non courants	Note 23	0,3
Impôts différés actifs	Note 8	321,8
Total des actifs non courants		2 634,9
Clients et comptes rattachés	Note 15	1 232,3
Impôts courants		13,0
Autres actifs courants	Note 16	174,6
Instruments financiers courants	Note 23	2,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 18	422,2
Total des actifs courants		1 844,2
TOTAL DE L'ACTIF		4 479,1

(en millions d'euros)	Notes	Exercice 2010
Chiffre d'affaires	Note 2	5 020,6
Charges de personnel	Note 3	-2 809,5
Charges opérationnelles	Note 4	-1 873,7
Marge opérationnelle		337,4
En % du Chiffre d'affaires		6,7%
Autres produits et charges opérationnels	Note 5	-137,3
Résultat opérationnel		200,1
En % du Chiffre d'affaires		4,0%
Coût de l'endettement financier net		-17,8
Autres charges financières		-35,1
Autres produits financiers		28,8
Résultat financier	Note 6	-24,1
Résultat avant impôt		176,0
Charge d'impôts	Notes 7-8	-57,8
RESULTAT NET		118,2

Société 2

(en millions d'euros)	Note	2012
ACTIF		
Ecarts d'acquisition	6.2	25 773
Autres immobilisations incorporelles	7.2	11 818
Immobilisations corporelles	7.3	23 662
Titres mis en équivalence	9.1	7 431
Actifs disponibles à la vente	10.7	139
Prêts et créances non courants	10.2	1 003
Actifs financiers non courants à la juste valeur par résultat	10.9	159
Dérivés de couverture actifs non courants	10.10	204
Autres actifs non courants	3.5	70
Impôts différés actifs	12.3	3 594
Total de l'actif non courant		73 853
Stocks	4.4	586
Créances clients	3.3	4 635
Prêts et autres créances courants	10.2	81
Actifs financiers courants à la juste valeur par résultat, hors quasi-disponibilités	10.9	141
Dérivés de couverture actifs courants	10.10	3
Autres actifs courants	3.5	670
Impôts et taxes d'exploitation	8.2	1 193
Impôt sur les sociétés	12.3	109
Charges constatées d'avance	4.6	388
Quasi-disponibilités	10.2	7 116
Disponibilités	10.2	1 205
Total de l'actif courant		16 127

(en millions d'euros, exceptées les données relatives au résultat par action)	Note	2012
Chiffre d'affaires	3.1	43 515
Achats externes	4.1	(19 100)
Autres produits opérationnels	3.2	900
Autres charges opérationnelles	4.2	(721)
Charges de personnel	5.1	(10 363)
Impôts et taxes d'exploitation	8.1	(1 857)
Résultat de cession	2	158
Coût des restructurations et assimilés	4.3	(37)
Dotations aux amortissements	7.1	(6 329)
Réévaluation liée aux prises de contrôle	2	-
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	13.5	-
Perte de valeur des écarts d'acquisition	6.1	(1 732)
Perte de valeur des immobilisations	6.1	(109)
Résultat des entités mises en équivalence	9.1	(262)
Résultat d'exploitation		4 063
Coût de l'endettement financier brut	10.1	(1 769)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net	10.1	101
Gain (perte) de change	10.1	(28)
Autres produits et charges financiers	10.1	(32)
Résultat financier		(1 728)
Impôt sur les sociétés	12.1	(1 231)
Résultat net des activités poursuivies		1 104
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession ⁽¹⁾	2	-
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 104

Thème 4 : Les actifs courants

- A. Les secteurs de la grande distribution ou de la presse sont réputés disposer d'abondantes trésoreries. Compte tenu de ce que vous savez de leurs pratiques commerciales, comment pouvez-vous expliquer cette situation ?

Les banques ont des postes clients et fournisseurs particulièrement faibles, leurs activités étant essentiellement tournées vers les instruments financiers. Pour autant, la gestion des actifs courants représente pour elles un véritable enjeu. Expliquez pour quelles raisons en illustrant votre propos pas un exemple.

- B. Deux entreprises interviennent sur le même marché, mais ont des pratiques commerciales dissemblables. La première accorde une remise de 5% à ces clients sur le prix catalogue. La deuxième trouve plus pertinent de leur proposer des délais de paiement plus favorables, en leur permettant de régler à un an. Sachant que le taux auquel un client s'endette est de 8%, comparez les impacts sur les états financiers de ces pratiques lors d'une vente réalisée le premier mai, puis lors de l'arrêté comptable au 31 décembre.

- C. Vous trouverez ci-dessous un extrait des états financiers d'une société de fabrication d'équipements pour le secteur des télécommunications au début des années 2000.

Que constatez vous quant à l'évolution respective de l'activité, de la trésorerie et du résultat ? Cela vous paraît-il surprenant, et pourquoi ? Comment l'entreprise est-elle parvenue à ce résultat ?

	1999	2000	2001	2002
CA HT	23.023	31.408	25.353	16.547
- Conso. en provenance de tiers	- 14.405	- 20.020	- 17.131	- 10.178
VALEUR AJOUTEE	8.618	11.388	8.222	6.369
- Charges de personnel	- 6.316	- 7.617	- 6.937	- 5.488
EBE	2.302	3.771	1285	881
Autres produits et charges (1)	- 277	- 383	- 1.739	- 1.778
+ RAP	1.202	1.006	583	661
- DAP	- 1.027	- 1.520	- 1.646	- 1.608
Résultat d'exploitation	2.200	2.874	- 1.517	- 1.844
Produits financiers	40	59	117	9
- Intérêts et charges assimilés	- 221	- 319	- 457	- 359
- Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de participation	-	- 175	- 1.228	- 669
Résultat Financier	- 181	- 435	- 1.568	- 1.019
RCAI	2.019	2.439	- 3.085	- 2.863
Produits except (prix cession actifs)	941	1686	3809	1093
- Charges except (VNCEAC)	- 79	- 771	- 2866	- 806
-Dotations except aux prov pour restructuration	- 793	- 442	- 1113	- 919
Autres produits et charges except sur op de gestion	- 239	- 491	234	- 643
Résultat exceptionnel	- 170	- 18	64	- 1275
IS	- 368	- 497	0	0
Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition	1.481	1.924	- 3.021	- 4138
Dotations amortissements écarts d'acquisition	- 837	- 600	- 1942	- 607
Résultat Net	+ 644	+ 1.324	- 4.963	- 4745

ACTIF*(En millions d'euros)*

	1999	2000	2001	2002
Ecarts d'acquisition titres consolidés bruts	12 499	13 048	12 517	11 763
- amortissements des écarts d'acquisition	-5 445	-6 005	-7 260	-7 166
Autres immobilisations incorporelles	313	504	472	312
Total immo incorporelles nettes (1)	7 367	7 547	5 729	4 909
Immobilisations corporelles brutes	10 401	11 941	9 698	8 236
- amortissements immo corporelles	-6 578	-7 283	-5 496	-5 737
Total immo corporelles nettes (2)	3 823	4 658	4 202	2 499
Autres immo financières brutes	3 651	4 956	3 461	3 289
- provisions sur autres immo financières	-78	-477	-1 493	-2 008
Total immo financières nettes (3)	3 573	4 479	1 968	1 281
Total immobilisations nettes (1+2+3)	14 763	16 684	11 899	8 689
Stocks bruts	4 758	8 526	6 269	3 723
- provisions pour dépréciation des stocks	-798	-1 111	-1 588	-1 394
Stocks nets (4)	3 960	7 415	4 681	2 329
Créances clients brutes	9 035	11 244	9 033	5 808
- provisions pour dépréciation des clients	-574	-585	-928	-1 092
Créances clients nettes (5)	8 461	10 659	8 105	4 716
Autres créances hors exploitation (6)	3 427	5 160	6 851	4 037
Total actif exploit et hors exploit (4+5+6)	15 848	23 234	19 637	11 082
Valeurs mobilières de placement (7)	669	443	490	716
Disponibilités (8)	2 926	2 617	4 523	5 393
Total trésorerie actif (7+8)	3 595	3 060	5 013	6 109
TOTAL ACTIF (1 à 8)	34 206	42 978	36 549	25 880

PASSIF*(En millions d'euros)*

	1999	2000	2001	2002
Capital social et primes d'émission	8 250	10 427	10 423	10 711
Réserves et report à nouveau	3 620	3 629	4 586	-616
Résultat net	644	1 324	-4 963	-4 745
Total Capitaux propres part du groupe (1)	12 514	15 380	10 046	5 350
Provisions pour risques et charges (2)	5 024	4 947	5 274	4 317
Emprunts obligataires (obligations convertibles en actions)	3 462	4 972	5 969	5 970
Emprunts bancaires à MLT	2 383	2 418	1 706	458
Total des dettes financières à MLT (3)	5 845	7 390	7 675	6 428
Avances et acomptes reçus	1 107	1 560	1 693	1 482
Dettes fournisseurs	4 109	5 743	5 080	4 162
Dettes fiscales et sociales	2 907	2 256	2 335	1 541
Autres dettes diverses (hors exploitation)	2 700	5 702	4 446	2 600
Total dettes exploitation et hors exploit (4)	10 823	15 261	13 554	9 785
TOTAL PASSIF (1 à 4)	34 206	42 978	36 549	25 880

Thème 5 : Obligations non financières et dépréciations

- A. A votre avis, quels sont les avantages et les inconvénients du principe de prudence ? Pourquoi a-t-il pu s'imposer en comptabilité jusqu'à la fin des années 1980 pour apparaître plus récemment comme frappé d'une relative obsolescence ?
- B. La société Bouygues commercialise des immeubles bénéficiant d'une garantie décennale. Sur la base de ses programmes en cours de commercialisation, la société estime que le coût de cette garantie décennale peut être estimée à 2% du prix de vente « catalogue » des immeubles. Comment cette garantie apparaîtra-t-elle dans les états financiers ? Cela en irait-il autrement si cette garantie était une garantie « constructeur », présentée comme un avantage commercial différentiel ? Quelles sont les conséquences pour l'entreprise d'une politique de remise aboutissant à commercialiser les appartements construits à 95% de leur valeur catalogue ?
- C. Dans son rapport annuel 2012, PSA expose les principes comptables appliqués pour les UGT. A votre avis, quelles pourraient-être les UGT définies par l'entreprise au niveau de sa division « Automobiles » (construction de voitures) ?

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en résultat de l'exercice ;

D. Vous trouverez ci-dessous la note 8.1 du rapport annuel de PSA au titre de l'exercice 2012, détaillant le traitement de la dépréciation constatée pour sa division automobile. Vous expliquerez avec précision cette note, en vous appuyant sur un exemple pour en illustrer la démarche.

Compte tenu de l'évolution des marchés automobiles observée sur le deuxième semestre 2012, le Groupe a été amené à revoir plusieurs hypothèses utilisées pour la réalisation de ce test de perte de valeur.

Le test de décembre 2012 de l'UGT division Automobile s'est appuyé sur le plan à moyen terme 2013-2017 ainsi que sur une estimation du résultat opérationnel courant annuel retenu pour l'évaluation de la valeur terminale. Celle-ci est fondée sur une estimation de marge opérationnelle cohérente avec la performance historique de la division Automobile en moyenne de cycle. Par ailleurs, la valeur terminale tient compte d'un taux de croissance à l'infini de 1%.

Pour les prévisions des marchés, les données retenues correspondent aux dernières estimations du Groupe, qui s'appuient sur des prévisions externes. Elles retiennent un niveau de marché pour l'Europe durablement proche du niveau de 2012. Concernant l'Alliance avec General Motors, les prévisions intègrent un planning de lancement des nouveaux véhicules ainsi que l'estimation des synergies escomptées dans le domaine des achats et des investissements. Les effets de l'Alliance avec General Motors se feront sentir de manière progressive sur la durée du plan, et plus particulièrement les dernières années, ainsi que sur la valeur terminale qui constitue une part importante de la valeur de l'UGT.

Les flux ont été actualisés avec un taux de 9,5% pour les années 2013-2017 et à 10,5% pour la valeur terminale. Le taux de 9,5% s'inscrit dans la fourchette des références du secteur. Il a été majoré de 1% par rapport au taux utilisé au 30 juin 2012 afin de refléter le développement croissant de la part de l'activité réalisée hors Europe ainsi que l'augmentation de la prime de risque attribuée par les marchés au secteur automobile. Sur la valeur terminale, le taux a été majoré de 2% par rapport au taux utilisé au 30 juin 2012.

Ces approches reposent sur les meilleures estimations du Groupe dans un environnement économique incertain. Le test conclut que les flux actualisés de trésorerie sont inférieurs à la valeur nette comptable des actifs de la division Automobile à hauteur de 3 009 millions d'euros. Une dépréciation a été enregistrée à hauteur de ce montant en résultat opérationnel non courant. Elle a été affectée à l'intégralité des écarts d'acquisition de la division Automobile pour 10 millions d'euros, aux immobilisations incorporelles pour 1 642 millions d'euros et aux immobilisations corporelles pour 1 357 millions d'euros. Après dépréciation, la valeur nette comptable des actifs incorporels et corporels de la division Automobile s'élève à 13 907 millions d'euros.

Thème 6 : Financement de l'entreprise

- A. Une entreprise peut se financer par appel à ses actionnaires ou par endettement, auprès de ses banquiers ou des marchés. Présentez dans un tableau synthétique les caractéristiques comptables de chacun de ces types d'opérations, ainsi que leurs avantages et inconvénients pour l'entreprise qui y a recours.
- B. Une entreprise a des ressources (capitaux propres et dettes financières), pour un montant total de 1 000K€. Elle dégager un résultat d'exploitation de 100K€ (avant impôt). Calculez le rapport entre le résultat net et les capitaux propres (appelé « rentabilité financière ») dans chacune des hypothèses suivantes :
- Le passif n'est formé que de capitaux propres ;
 - Le passif est formé à hauteur de 300K€ de dettes financières (au taux de 8%) et pour le solde de capitaux propres ;
 - Le passif est formé pour 70% de dettes financières (au taux de 8%) et pour le solde de capitaux propres ;
 - Mêmes questions si le taux d'endettement est de 12%

Comment expliquez vous les variations observées de la rentabilité financière ?
Quelles limites voyez-vous à cette démarche d'optimisation de la rentabilité ?

Thème 7 : Normalisation

A. On reproche aux normes internationales de nombreuses choses, au premier rang desquelles :

- L'absence de prudence ;
- La procyclicité des méthodes comptables (c'est à dire la tendance des prescriptions comptables formulées par l'IASB à accentuer les mouvements du marché - augmentant les gains en période d'euphorie et accentuant les pertes en période de dépression) ;
- De laisser une marge de manœuvre excessive aux entreprises ;
- De faire un usage immodéré de la juste valeur.

Compte tenu de vos enseignements et de vos lectures, que pensez vous de ces critiques, de leur portée et de leur pertinence ?

B. L'IASB s'est imposée depuis le début des années 2000 comme le point central de la normalisation comptable internationale. A votre avis, quelles raisons peuvent expliquer ce succès ? Quel est l'intérêt de disposer de normes comptables « mondiales » et quels risques/limites voyez vous à l'exercice ? Argumentez vos réponses.

C. Une entreprise achète des titres pour un montant total de 1 000K€. A la fin du premier exercice, ces titres ont vu leur valeur augmenter de 20%. A la fin du deuxième exercice, elle a en revanche chuté de 25%. Compte tenu de ce que vous savez de la normalisation IFRS, quel pourrait être le traitement comptable appliqué pour cette opération ? Détaillez en les conséquences sur les états financiers. Comment pourrait-elle être traitée dans le référentiel français ?